

CONSEIL LOCAL DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE

REGLEMENT INTERIEUR

PREAMBULE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu le décret n° 2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au conseil local et au conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance,

Vu la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure,

Vu la délibération du 1^{er} Juillet 2025 par laquelle le Conseil Municipal du Val d'Hazey a approuvé la création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance pour la commune du Val d'Hazey,

Vu l'arrêté municipal fixant la composition du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,

TITRE I : OBJET DU REGLEMENT INTERIEUR

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance constitue le cadre de concertation pour définir les priorités et les actions à engager contre l'insécurité et organiser la prévention de la délinquance dans la commune en mobilisant les institutions, associations et organismes publics et privés concernés.

Il favorise l'échange d'information entre les responsables des institutions et organismes publics autour desquels doivent se mobiliser les institutions et organismes publics et privés concernés, notamment en matière de mise en œuvre opérationnelle de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Le CLSPD assure l'animation, le suivi et l'évaluation de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la délinquance

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir, de compléter ou de préciser les modalités utiles au bon fonctionnement du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance du Val d'Hazey.

TITRE II : LA FORMATION PLENIERE DU CLSPD DU VAL D'HAZEY

La réunion du CLSPD en formation plénière permet notamment de présenter les caractéristiques et l'évolution de la délinquance sur le territoire, faire le bilan des actions conduites, définir les perspectives locales en matière de prévention de la délinquance, valider certaines orientations prises en formation restreinte.



Article 1 : PRESIDENCE ET COMPOSITION DE LA FORMATION PLENIERE

La composition du CLSPD de la Ville du Val d'Hazey est fixée par arrêté municipal.

Présidé par le Maire du Val d'Hazey ou son représentant, le CLSPD comprend les membres suivants :

- Le Préfet de l'Eure ou son représentant,
- Le Procureur de la République ou son représentant,
- Le Président du Conseil Départemental ou son représentant,
- Les représentants des services de l'Etat désignés par le Préfet et/ou par le Procureur de la République,
- Des représentants d'associations, établissements ou organismes œuvrant notamment dans les domaines de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement, des transports collectifs, de l'action sociale ou des actions économiques désignés par le président du Conseil Local de Sécurité et de la Prévention de la Délinquance,
- Les services et élus municipaux chargés de prévention, d'insertion ou de sécurité.

Article 2 : PERIODICITE DES REUNIONS

Les convocations sont envoyées par courrier électronique au moins trois semaines avant la date du CLSPD de la Ville du Val d'Hazey en réunion plénière et au moins huit jours avant en formation restreinte sauf en cas d'urgence.

Tous les membres du CLSPD de la Ville du Val d'Hazey sont invités en séance plénière.

L'ordre du jour des séances plénières est fixé par le président après consultation des membres du comité de pilotage. Il peut être modifié avec l'accord des membres du comité de pilotage en fonction d'événements particuliers.

Chaque membre peut faire connaître par écrit au président du CLSPD de la Ville du Val d'Hazey un sujet qu'il désirerait voir inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance. Les demandes doivent être adressées dans un délai de 21 jours au minimum avant la date de la réunion.

Article 3 : DEROULEMENT ET POLICE DES SEANCES

La présence des membres est constatée par feuille d'émargement en début de réunion.

Le président a la responsabilité du bon ordre des séances et des débats. Il accorde la parole suivant les demandes, fait intervenir les rapporteurs éventuels ou le coordinateur.

Article 4 : INFORMATIONS ECHANGES

Pour les séances plénières du CLSPD, la loi ne prévoit pas d'exception aux règles habituelles de respect du secret professionnel.

Ainsi, seules les informations de nature générale (statistiques de la délinquance, description d'actions menées, problématiques générales rencontrées, objectifs fixés...) doivent pouvoir y être échangées.



Article 5 : VOTE

Sur décision du président ou des membres du conseil, une question peut donner lieu à un vote à main levée ou à bulletin secret sur demande d'un membre présent.

Les propositions sont estimées, approuvées ou rejetées à la majorité des votants. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

TITRE III : LES GROUPES DE TRAVAIL

Les groupes de travail et d'échanges d'informations du CLSPD sont des instances réunissant des praticiens locaux sur les problématiques concrètes et de proximité portant sur un territoire de la commune. Sont évoqués les problèmes soulevés, les actions à mener. Ce sont des instances qui permettent une aide à la décision.

Article 1 : COMPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

Les groupes de travail sont composés de plusieurs acteurs locaux, répartis sur plusieurs programmes d'actions :

- Programme d'action à l'attention des jeunes exposés à la délinquance et prévention de la récidive
- Programme d'action pour améliorer la tranquillité publique
- Programme d'action consacré aux violences

Article 2 : FONCTIONNEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL

Les groupes de travail se réunissent plusieurs fois par an pour élaborer des pistes d'actions en lien avec la stratégie locale de sécurité.

Article 3 : INFORMATIONS ECHANGEES

Les échanges d'informations dans le cadre des groupes de travail et d'échanges d'informations à vocation territoriale ou thématique peuvent porter sur des faits et des informations à caractère confidentiel.

La notion de « faits et informations à caractère confidentiel » exclut les informations à caractère secret au sens de l'article 226-13 du code pénal. Elle correspond à deux types d'échanges :

- Les faits et informations relatifs à l'ambiance locale, aux problématiques de terrain et à la mise en œuvre concrète d'actions partenariales en lien avec la thématique ou le territoire considéré ainsi qu'avec les orientations décidées dans le cadre de la formation plénière ;
- Les informations à visée opérationnelle portant sur des situations individuelles, personnelles ou familiales et afin notamment de s'assurer qu'elles font l'objet d'une prise en charge appropriée (mais sans entrer dans le détail des suivis notamment sociaux et/ou éducatifs en cours)



La charte déontologique figurant en annexe, établie et validée par les membres du CLSPD, constitue le socle des relations de confiance réciproque qui anime les partenaires et les professionnels locaux de la prévention, dans le respect des règles légales et déontologiques qui s'imposent à eux.

TITRE IV : BILAN / EVALUATION

Fait à Le Val d'Hazey, le

Le Maire,

Philippe COLLAS

